

*Les subsides*

Le député a parlé de la Frontiers Foundation. On m'a parlé du cas de cet organisme il y a plusieurs mois, peut-être plus d'un an. Il avait des difficultés, surtout d'ordre administratif. Nous lui étions venus en aide pendant très longtemps, mais il n'a malheureusement pas pu mener à bien certains programmes dont il s'était chargé. Nous aidons les groupes qui sont en mesure d'offrir des programmes aux ruraux et aux autochtones s'ils sont disposés à accepter des directives et des responsabilités. Si c'est le cas, ils recevront des subventions.

En réponse à la dernière partie de la question du député, à la fin de l'année nous allons examiner nos programmes de logements ruraux et autochtones des cinq dernières années pour déterminer, en consultation avec les gouvernements des Territoires et du Nord ainsi que les autochtones et les groupes qui s'intéressent au logement, si nos programmes donnent des résultats concrets ou si nous devrions les changer ou en établir d'autres pour les personnes qui font l'objet du débat d'aujourd'hui.

**M. Scott (Victoria—Haliburton):** Monsieur le Président, je suis de ceux qui viennent de la région rurale de l'Ontario, au nord de la vaste région métropolitaine de Toronto. J'ai souvent l'impression que nous, qui vivons dans les régions rurales du centre de l'Ontario, éprouvons certaines difficultés à obtenir notre juste part des fonds alloués aux logements pour les pauvres et les vieillards. Sachant que le gouvernement fédéral fournit à l'Ontario au moins 60 p. 100 des fonds requis pour financer ces projets, je me demande si les gens des régions rurales reçoivent leur juste part. Il y a longtemps que je me pose cette question et j'espérais voir des changements à l'avenir.

Les associations philanthropiques ont soulevé la question et reproché aux ministres du gouvernement provincial de ne pas avoir répondu à leurs besoins. Ce sont ces derniers qui, dans la majorité des cas, décident où les logements vont être construits.

Le ministre devrait peut-être examiner la façon dont les projets d'habitation sont répartis dans le cas de personnes qui ont toujours vécu dans les régions rurales de l'Ontario où les maisons coûtent moins cher que dans les régions urbaines et surpeuplées. Les gens de la campagne ne veulent pas aller s'installer dans les villes. Je m'inquiète du fait qu'elles n'ont pas eu toute l'attention qu'elles méritent. Je prie le ministre d'en discuter avec ses collègues provinciaux et de leur demander de tenir compte des instances faites par diverses associations philanthropiques et sans but lucratif au nom de personnes qui vivent dans les régions rurales de l'Ontario et qui veulent y rester.

Je sais que les gens de ma région, l'Ontario central, doivent attendre très longtemps pour obtenir les approbations nécessaires. Beaucoup trop parmi eux ont été oubliés en faveur des grandes agglomérations urbaines. Je sais qu'il y en a beaucoup qui ont de grands besoins. Pourquoi ne pouvons-nous pas encourager les habitants des petites localités à obtenir des logements abordables pour leurs personnes âgées, pourquoi

n'exerçons-nous pas de plus fortes pressions sur Toronto? Ces gens sont habitués à un rythme de vie plus lent que dans les grandes villes. On les oblige pourtant à aller s'établir dans ces villes, pas toujours dans le Grand Toronto. J'exhorte le ministre à examiner soigneusement cette question. Je sais que je ne suis pas le seul à avoir constaté ce genre de problème. Il ne s'agit pas d'un cas isolé.

Je crois que nous devrions accorder certains droits aux gens qui préfèrent vivre dans des localités rurales, petites et grandes. Ils y ont leur foyer depuis des années.

Je voudrais dire au ministre qu'il serait juste, lorsque des décisions sont prises au sujet de ces gens qui veulent vivre dans les régions calmes de l'Ontario, de leur accorder les mêmes possibilités qu'aux habitants des grandes agglomérations urbaines.

**M. McInnes:** Monsieur le Président, comme d'habitude, le député présente des arguments solides à l'appui de la proposition qu'il fait dans le cadre de ce débat. Je voudrais lui assurer qu'il existe un comité de fonctionnaires fédéraux et provinciaux qui cherche à définir les priorités dans chaque province où des fonds vont être dépensés dans une année donnée.

Les besoins et les orientations peuvent varier d'une année à l'autre. Les gens nous disent: «Vous nous avez supprimé tel ou tel programme, un programme de remise en état de logements, un programme sans but lucratif et nous n'aurons donc pas autant de logements que l'année dernière». Ce n'est pas tout à fait juste. Nous leur répondons: «Peut-être n'aurez-vous pas autant de logements que l'année dernière, mais l'ordre de priorité a changé. D'autres gens dans votre province ont des besoins plus urgents».

Il y a une certaine flexibilité. Je voudrais assurer au député que nous suivons la situation et que les régions rurales du Canada sont très importantes pour la SCHL. J'accepte le conseil du député. Je suis disposé à réexaminer la question.

**M. Neil Young (Beaches):** Monsieur le Président, que le ministre des Travaux publics le reconnaisse ou non, il y a une pénurie de logements à prix abordable au Canada. Bien que le problème existe dans tout le pays, il n'est nulle part aussi évident que dans le Grand Toronto. Le ministre est fier de l'augmentation des mises en chantier survenue depuis quelques mois au Canada. Je ne conteste pas cette augmentation. Elle est réelle. Mais pour qui ces maisons sont-elles construites? Le prix de revente moyen d'une maison ordinaire a grimpé d'environ 11 000 \$ dans le Grand Toronto, le mois dernier, pour atteindre environ 224 000 \$. Un record.

● (1650)

Le ministre fréquente-t-il des gens qui peuvent se permettre d'acheter des maisons aussi chères? Avant ce débat, je suis allé à la bibliothèque consulter la section de l'habitation d'un quotidien de Toronto publié la fin de semaine dernière. Je voudrais vous donner une idée des prix qui se pratiquent dans le Grand Toronto, monsieur le Président.